

Vlaams Blok

Du nationalisme flamand au fascisme

Un des principaux fondement du fascisme dans la partie néerlandophone du pays, depuis le Vlaams Nationaal Verbond en 1932 jusqu'au Vlaams Blok en 1992, est le nationalisme bourgeois flamand. Cette idéologie d'extrême droite a pris racine, initialement, parmi un groupe d'intellectuels flamands, sous l'occupation allemande, pendant la guerre 1914-1918. Dans les années trente, elle s'est propagée comme un cancer au sein de la bourgeoisie flamande ascendante et a conduit à la collaboration avec les nazis pendant l'occupation de 1940-1945. Les fascistes flamands ont été vaincus en même temps que les nazis allemands, mais leur idéologie nationaliste de droite n'a jamais été sérieusement combattue: c'est qu'une grande partie du CVP - qui était alors le principal parti - l'a partagée...

Lors du virage à droite généralisé des partis bourgeois dans les années septante et quatre-vingts, le parti libéral, le parti social-démocrate et, finalement, le parti communiste, ont aussi été atteints par cette idéologie nationaliste de droite.

Le dérapage de Jaap

On n'a jamais mené de discussion sérieuse sur le nationalisme flamand de droite, sur une base marxiste. La question a bien été abordée dans les années 68-70, lorsque le Studentenvakbeweging SVB, à Louvain, a pris radicalement position contre la revendication fasciste «Walen buiten» (les Wallons dehors) et pour le slogan «Bourgeois buiten» (les bourgeois dehors). En l'absence de critique sérieuse, marxiste, de nombreuses présuppositions du nationalisme de droite ont été reprises, sans autre forme de procès, y compris par des gens de gauche.

Ainsi, récemment, notre ami Jaap Kruythof a laissé échapper quelques phrases, à ce point malencontreuses qu'elles constituent le point de départ d'une réflexion et d'une analyse. Jaap Kruythof est un antinationaliste et un internationaliste et sans aucun doute reconnaît-il, en analysant de plus près ces quelques phrases inconsidérées, l'écho lointain du nationalisme flamand de droite. «Je m'imaginais bien une Flandre autonome, à la Willy Kuyppers et à la Nelly Maes, deux politiciens loyaux. Une Europe des régions me semble la meilleure solution: la plupart des formes étatiques européennes sont des constructions, des artifices, des Etats irréels. Au Moyen-Age, nous avions encore les duchés, qui étaient des entités vraiment naturelles», confiait-il à Humo (1) dans un moment d'égarement.

Comparons ce douloureux dérapage aux trois concepts clé du nationalisme fasciste. Le premier concept, dans les termes du Vlaams Blok et de Wera Di: «La Belgique est une construction artificielle» (2). C'est pourquoi l'extrême droite veut «la destruction de l'Etat belge qui constitue un lien purement artificiel entre les Flamands et les Wallons». Second concept: «Il faut l'indépendance et c'est possible. La Flandre doit occuper sa place dans l'Europe comme Etat indépendant» (4). Troisième concept:

«Dans l'Europe unifiée, seules quelques régions et communautés culturelles auront encore, à long terme, une signification. Pour nous, ce sera la région de Flandre et au niveau des communautés culturelles, cela ne pourra jamais rien être d'autre que la communauté néerlandaise» (5).

Nationalisme: les riches et la droite d'abord

La conception de base qui se cache derrière la revendication de la «Flandre autonome» de Nelly Maes ou de la «Flandre indépendante» de Dillen est identique: le nationalisme flamand, avec son «Vlaams Volk eerst» (Peuple flamand d'abord) et sa «Vlaamse eenheid» (Unité flamande). Ce nationalisme est à l'extrême opposé de la conception socialiste qui avance, comme point de départ, que toute société capitaliste est divisée en classes antagoniques, les travailleurs et la grande bourgeoisie, les exploités et les exploités. Le nationalisme contraint la classe laborieuse à «marcher» pour les intérêts de «ses» capitalistes, de «ses» exploités. Le nationalisme fait croire que les travailleurs doivent se soumettre de bon gré à l'exploitation, toujours plus sévère, de leurs patrons, les grands capitalistes et les multinationales. Au nom de la démagogie dégoûtante à propos de la «cohésion du peuple flamand», Dillen impose aux ouvriers de la Belgique néerlandophone, obéissance aux multinationales américaines, allemandes, françaises et belges qui contrôlent les clés de notre économie.

Le nationalisme est aussi utilisé par la grande bourgeoisie, au nom de «l'intérêt supérieur de la Flandre» ou de «l'intérêt supérieur de la Wallonie», pour engager la lutte contre les communistes et contre les syndicalistes qui se battent pour les intérêts des ouvriers, des travailleurs, des assistés. L'oppression de leur propre classe laborieuse est une caractéristique commune de toutes les formes de nationalisme bourgeois. «Notre peuple d'abord» veut dire «les riches d'abord» et «la droite d'abord».

Avant tout: nos intérêts en tant que travailleurs

Selon la conception marxiste de la



Elias, dirigeant du Vlaams Nationalistische Verbond (VNV), fait le salut nazi aux volontaires qui partent pour le front de l'Est en avril 1943, au nom de l'«intérêt supérieur de la Flandre».

société capitaliste développée, la question de la langue ou de la nationalité ne se situe jamais en première place, mais bien l'intérêt de classe. Le principe primordial est: l'unité de tous les travailleurs, quelle que soit leur religion, leur langue ou leur nationalité, dans la lutte contre le grand capital, pour une société socialiste. C'est pourquoi les communistes rejettent notamment toute mesure basée sur le séparatisme linguistique. Dans toute la Belgique, les enseignants, le personnel des hôpitaux, les travailleurs de la sidérurgie ou de la construction ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur langue. En même temps, les communistes s'opposent, dans une structure étatique donnée, à toute forme de discrimination fondée sur la langue, la nationalité ou la religion. Toute forme de discrimination à l'encontre des immigrés dans toute la Belgique, à l'encontre des francophones dans les communes de la périphérie de Bruxelles, à l'encontre des néerlandophones au sud de la frontière linguistique doit être supprimée.

Le parasite wallon

La théorie de la Flandre «autonome» ou «indépendante» est construite sur ce non-sens nationaliste idiot, formulé ainsi par Annemans: «Les tentatives visant à faire cohabiter les deux peuples — Flamands et Wallons — au sein du même Etat ont échoué et ont même tourné au fiasco» (6). Ou encore, comme entendu au Congrès du Vlaams Blok: «En Belgique habitent des Flamands, des Wallons et des Allemands. Nous ne parlons donc pas des prétendus problèmes communautaires mais d'un problème de peuples, insoluble dans le cadre de l'Etat belge» (7). Jaap Kruythof fait erreur en sous-

crivant à des conclusions prématurées tirées de conceptions qu'il considère sans aucun doute comme un discours débile. Flamands et Wallons peuvent parfaitement cohabiter au sein d'une structure étatique belge. Il n'existe en Belgique quasiment aucune discrimination pour des raisons linguistiques et aucune inégalité réelle entre les différentes régions linguistiques. C'est pourquoi les nationalistes et les fascistes, du côté flamand comme du côté wallon, doivent mener des campagnes artificielles et débiter des mensonges démagogiques pour rallier des pans de la population à leur bannière séparatiste respectif. Ce qui amène Dillen, le vieux nazi, à la plus stupide des attaques contre les Wallons: «Une fois de plus, il est apparu que les Wallons ne pensent pas à se défaire de leur position privilégiée dans l'Etat belge. Le parasite wallon sur l'individu flamand, le parasite wallon sur le travail flamand, le parasite wallon sur l'argent flamand, le parasite wallon est habitué au parasitisme depuis plus d'un siècle et demi» (8). On croirait entendre l'écho de certaines tirades contre le «parasite juif»... Dire que des gens comme Dillen prétendent qu'ils veulent une «Europe des peuples égaux», alors qu'ils incitent, de la manière la plus primitive qui soit, à la haine contre les Wallons...

Flamands et Wallons ont, à l'entendre, «un problème de peuples insoluble dans le cadre de l'Etat belge». Et les Flamands, les Wallons, les Allemands, les Croates, les Grecs, les Macédoniens, les Portugais, etc... n'auront-ils pas de «problèmes de peuples» dans le cadre de l'Etat européen? Ce coup-là, Hitler l'a déjà tenté une fois. Son Europe Unie était elle aussi construite sur le nationalisme ra-

bique, dans toutes les directions. Discrimination, terreur, massacres basés sur la nationalité et la langue étaient partout monnaie courante. Seul un pouvoir militaire, dominateur et fort, pouvait tenir ensemble tous les morceaux de cette mosaïque européenne nationaliste de droite: l'Allemagne nazie.

C'est pourquoi nous sommes Belges

Les marxistes considèrent les différentes structures étatiques possibles du point de vue de la lutte pour le socialisme. Nous ne pouvons accorder aucun soutien à de nouvelles structures étatiques européennes parce qu'elles ne sont que les instruments des grands monopoles européens. Elles renforcent les positions de la grande bourgeoisie contre le mouvement ouvrier. Nous trouvons, à l'intérieur des structures de l'Etat belge, les meilleures conditions pour la lutte pour le socialisme. Affirmer que la Belgique est un Etat «artificiel», «irréel», c'est singer le discours fasciste. Où s'arrête l'Etat «naturel» d'Allemagne, puisque des germanophones habitent en Pologne, en Ukraine, en Russie, en Hongrie, en Roumanie, en Italie, ...en Alsace? Selon la théorie fasciste du sang et du sol, les minorités linguistiques n'ont pas de droits démocratiques, elles doivent s'adapter au sol. Cette absurdité s'applique-t-elle aussi aux Allemands de ces différents pays?

Comme tous les Etats du monde, la Belgique est le résultat d'un développement historique spécifique. Elle est devenue indépendante et l'est restée parce qu'elle se trouve à un endroit de l'Europe où se rencontrent les intérêts de trois grandes puissances capitalistes: la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. La Belgique a deux avantages précieux: pays construit sur trois nationalités, elle est peu encline au chauvinisme belge; et comme point de rencontre entre la culture française et néerlandaise — principalement —, elle offre de larges possibilités d'échange et d'enrichissement, un vaste regard sur le monde. C'est pourquoi un enseignement approfondi de la deuxième langue nationale est essentiel, dès le plus jeune âge, aussi bien d'un point de vue démocratique que socialiste.

LUDO MARTENS

(1) HUMO, 2 janvier 1992, p.15. (2) Dietsland-Europa, n° 6-7, 1991, p. 19. (3) Vlaams Blok, n° 6, juin 1990. (4) Ibidem. (5) Eric de Lobel, Dietsland-Europa, n° 1, janvier 1992, p. 14. (6) Gazet van Antwerpen, 11 mars 1991: Annemans: weg uit gevangenis met grendels en alarmbellen. (7) Het Vlaams Blok, n° 6, juin 1990, p. 6. (8) Dillen, Vlaams Blok, n° 3, 1991, p. 3.

A suivre.